

Unité inter-départementale  
de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
Subdivision Environnement Industriel Env3

Foix, le 27 octobre 2022

10 rue des Salenques  
BP 102-09 007 FOIX Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27 septembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DS Recyclage**

ZA du moulin d'Enfour  
09600 LAROQUE D OLMES

Références : 2022/249-250  
Code AIOT : 0003701153

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 septembre 2022 dans l'établissement DS Recyclage implanté ZA du moulin d'Enfour 09 600 LAROQUE D'OLMES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre d'une opération zonale de la gendarmerie de l'Ariège sous la réquisition, en date du 6 septembre 2022, de Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal Judiciaire de FOIX.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS Recyclage
- ZA du moulin d'Enfour 09 600 LAROQUE D OLMES
- Code AIOT : 0003701153
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : non.

La société DS Recyclage exploite, sur la commune de Laroque d'Olmes, un centre de transit, regroupement et tri de déchets de métaux ferreux et non ferreux, de batteries usagées ainsi qu'un centre de récupération, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage. L'exploitation de ces installations est encadrée par un arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2017, un arrêté préfectoral d'agrément VHU du 5 décembre 2017 et un arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2022.

**Le thème de visite retenu est la vérification de la situation administrative du site.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Implantation	Article 5 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Installations électriques	Article 18 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites en cas de réponse non satisfaisante de l'exploitant
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Article 20 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012	Mise en demeure, respect de prescription
4	Entreposage de VHU non dépollués	Article 41 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012	Mise en demeure, respect de prescription
5	Conformité au dossier de porter à connaissance	Article 4 de l'Arrêté Préfectoral du 17/02/2022	Mise en demeure, respect de prescription
6	Arrêté ministériel applicable et demande d'aménagements	Article 5 de l'Arrêté Préfectoral du 17/02/2022	Mise en demeure, respect de prescription

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté :

- 2 faits non-conformes relatifs à l'implantation d'une partie de l'installation au-dessus d'un local habité par des tiers et à l'absence de contrôles périodiques des installations électriques.
- 4 faits susceptibles de suite relatifs au stockage d'un véhicule non dépollué sur une surface non étanche, à l'accessibilité d'un extincteur, au remplacement de plantations mortes dans la haie végétale, aux modifications apportées par rapport au plan d'implantation remis dans le porter à connaissance visé dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 février 2022.

Il s'agit de faits pour lesquels des éléments sont attendus de la part de l'exploitant.

Lors de la réunion de clôture de la visite d'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Implantation

<b>Référence réglementaire :</b> Article 5 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers. Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'un logement nouvellement créé par l'exploitant dans le bâtiment qui devait être, d'après le porter à connaissance déposé par l'exploitant le 12 mars 2020 et complété le 29 mars 2021, destiné à l'aménagement de locaux sociaux comprenant des vestiaires et des sanitaires. L'exploitant ayant précisé que les locataires du logement n'ont aucun lien avec l'activité exercée sur le site, une partie de l'installation se situe donc au-dessus de locaux habités par des tiers. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de mettre fin à cette situation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Article 18 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les contrôles périodiques de ses installations électriques n'ont pas été réalisés en 2020 et en 2021 à cause du COVID. Il a précisé être en train de planifier le contrôle de l'année 2022. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de contrôle dès réception et de bien veiller à ce que le contrôle porte sur la totalité du site (y compris la nouvelle extension autorisée en février 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Article 20 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé par la société APPI le 4 février 2022. L'alarme sonore a également été vérifiée ce jour-là ainsi que l'éclairage de sécurité. L'inspection a constaté qu'un extincteur situé au fond de l'atelier de dépollution, situé sur la parcelle 837, n'était pas facilement accessible. L'exploitant repositionnera cet extincteur de façon à le rendre facilement accessible et transmettra le justificatif de cette action à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Entreposage de VHU non dépollués

<b>Référence réglementaire :</b> Article 41 de l'Arrêté Ministériel du 26/11/2012,
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention [...].
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un bus non dépollué sur une zone non étanche. L'exploitant a indiqué que le véhicule allait être dépollué avant d'être évacué. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le justificatif d'évacuation de ce véhicule.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Conformité au dossier de porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Article 4 de l'Arrêté Préfectoral du 17/02/2022
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité au porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de la réglementation applicable et des actes antérieurs applicables aux installations, les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2017 susvisé, du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté plusieurs modifications par rapport au plan transmis par l'exploitant dans son porter à connaissance. Concernant le parc numéro 2 ( parcelle 837) : - l'exploitant a transmis hors inspection des photographies montrant que le stockage des VHU est à nouveau conforme au plan transmis. - l'inspection des installations classées a noté la présence d'un algeco sur le parc numéro 2. L'exploitant a précisé qu'il servait de bureaux aux anciens propriétaires qui l'ont vidé et laissé sur place. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se positionner sur la destination de ce local. Concernant le parc numéro 3 (parcelle 922) : - l'exploitant a condamné la sortie secondaire prévue à l'origine à l'extrémité du parc numéro 3 afin de créer une entrée privée indépendante et sécurisée au locataire de l'habitation évoquée dans le présent rapport. L'exploitant confirme à l'inspection des installations classées s'il compte remettre en service cette sortie secondaire au départ de son locataire. En attendant, l'exploitant transmettra un plan modifié de la situation actuelle afin que l'inspection interroge le SDIS sur cette modification. Concernant l'atelier de dépollution situé sur la parcelle 837, l'emplacement du stockage des différents liquides issus de la dépollution a été modifié par rapport au plan transmis. Il n'est plus à l'intérieur du bâtiment mais à l'extérieur. L'exploitant transmettra un plan du nouvel emplacement de ce stockage en faisant figurer les simulations des rayons incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Arrêté ministériel applicable et demande d'aménagements**

<b>Référence réglementaire :</b> Article 5 de l'Arrêté Préfectoral du 17/02/2022
<b>Thème(s) :</b> Autre, haie végétale
<b>Prescription contrôlée :</b> Aménagements des prescriptions : En référence à la demande d'aménagement de l'exploitant pour son projet d'extension situé sur les parcelles cadastrées n°837 et n°922 en section A : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 sont aménagées suivant les dispositions suivantes : « [...] Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, à l'exception de trois habitations situées à moins de 100 mètres des zones de stockage. Une haie végétale à feuillage persistant est mise en place en bordure du site, notamment du côté des habitations au Sud-Ouest. Cette haie sera maintenue à une hauteur minimale de 2,5 mètres ».</li></ul>
<b>Constats :</b> La haie végétale a bien été plantée mais certaines plantations sont mortes. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le justificatif de remplacement des plantations.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet